



PHILIPPE ROUGIER

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Association NATURE EN OCCITANIE

Association à but non lucratif loi 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels – Exercice clos le 31 Décembre 2024

*Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire
des adhérents de l'association Nature Midi Pyrénées
Siège social : 14, rue Tivoli 31068 Toulouse cedex
Siret 323 168 229 00033*

Association NATURE MIDI PYRENEES

RAPPORT DU COMMISSAIRE(S) AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale des membres de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association NATURE MIDI PYRENEES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe concernant les stocks, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes notamment en ce qui concerne la dépréciation des stocks de guides autres ouvrages. Une dépréciation complémentaire a été effectuée compte tenu d'un changement tarifaire concernant la commercialisation de ces ouvrages.
- Nous avons procédé à l'appréciation des méthodes retenues en matière d'étalement des subventions d'investissements inhérentes à vos projets d'acquisition de terrains.
- Les fonds dédiés sont valorisés en fonction de l'avancement des dossiers et correspondent à la part de subventions restant à réaliser sur les diverses actions. Nous avons procédé à l'appréciation de la réalité des conventions signées et de l'avancement des projets.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous attirons l'attention sur la note de l'annexe sur les faits essentiels concernant une convention signée en 2022

Notre opinion n'est pas modifiée par cette observation

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par : le conseil collégial.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulouse, le 09 mai 2025

Philippe ROUGIER

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse

Philippe ROUGIER

Expert Comptable - Commissaire aux Comptes

Siret : 433 414 810 00021

354 Route de Saint Simon

31100 TOULOUSE

Tél : 05 61 61 61 80



PHILIPPE ROUGIER

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Association NATURE EN OCCITANIE

Association à but non lucratif loi 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTEES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 Décembre 2024

*Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire
des adhérents de l'association Nature Midi Pyrénées
Siège social : 14, rue Tivoli 31068 Toulouse cedex
Siret 323 168 229 00033*

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTEES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 Décembre 2024

*Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire
des adhérents de l'association Nature Midi Pyrénées
Siège social : 14, rue Tivoli 31068 Toulouse cedex
398 386 102 RCS TOULOUSE*

Aux membres de l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé(s) ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Toulouse, le 09 mai 2025

Philippe ROUGIER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	21 282	21 017	265	265
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 133 469	44 228	1 089 241	881 737
Constructions	8 538	1 733	6 805	7 374
Installations techniques, matériel et outillage	333 935	254 919	79 016	51 087
Autres immobilisations corporelles	346 396	284 949	61 447	92 233
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	182		182	182
Prêts				
Autres immobilisations financières	20 485		20 485	20 095
Total I	1 864 286	606 845	1 257 441	1 052 973
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 895	1 895		
Avances et acomptes versés sur commandes	615		615	5 760
Créances				
Usagers et comptes rattachés	226 815	2 200	224 615	171 276
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	3 350 859		3 350 859	2 956 823
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	170 905		170 905	327 291
Charges constatées d'avance	3 772		3 772	6 739
Total II	3 754 861	4 095	3 750 766	3 467 888
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 619 147	610 940	5 008 207	4 520 861

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	783 788	698 782
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	783 788	698 782
Fonds propres avec droit de reprise	18 750	30 000
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	18 750	30 000
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-126 719	85 007
Situation nette (sous-total)	675 820	813 788
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 392 677	1 455 397
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	2 068 496	2 269 186
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 669 405	1 188 836
Total II	1 669 405	1 188 836
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	107 951	150 596
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	107 951	150 596
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	296 696	184 311
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	306 262	219 141
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	559 398	508 791
Produits constatés d'avance		
Total IV	1 270 306	1 062 839
Ecarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 008 207	4 520 861

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Ventes de biens et de services	205 320		171 295		34 025	19,86
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	205 320	8,12	171 295	6,77	34 025	19,86
Produits de tiers financeurs	2 382 807		2 408 918		-26 110	-1,08
Concours publics et subventions d'exploitation	2 324 805	91,88	2 360 130	93,23	-35 325	-1,50
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières	58 002	2,29	48 788	1,93	9 215	18,89
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	82 118	3,25	79 272	3,13	2 846	3,59
Utilisation des fonds dédiés	1 188 836	46,99	658 566	26,02	530 271	80,52
Autres produits	35 265	1,39	33 733	1,33	1 532	4,54
Total I	3 894 346	153,92	3 351 784	132,41	542 562	16,19
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock	24 912	0,98	116		24 796	NS
Autres achats et charges externes	747 562	29,55	626 654	24,75	120 908	19,29
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	120 708	4,77	112 333	4,44	8 375	7,46
Salaires et traitements	1 077 999	42,61	1 057 617	41,78	20 383	1,93
Charges sociales	435 852	17,23	400 205	15,81	35 648	8,91
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	65 732	2,60	102 015	4,03	-36 283	-35,57
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	1 669 405	65,98	1 188 836	46,96	480 568	40,42
Autres charges	2 907	0,11	2 344	0,09	563	24,00
Total II	4 145 076	163,83	3 490 119	137,87	654 957	18,77
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-250 730	-9,91	-138 336	-5,46	-112 394	81,25
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	472	0,02	917	0,04	-445	-48,53
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	472	0,02	917	0,04	-445	-48,53
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assillées	9 696	0,38	12 519	0,49	-2 823	-22,55
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV	9 696	0,38	12 519	0,49	-2 823	-22,55
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-9 224	-0,36	-11 602	-0,46	2 378	-20,49
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-259 954	-10,27	-149 938	-5,92	-110 017	73,38
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	3 138	0,12	116 526	4,60	-113 388	-97,31
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	146 015	5,77	135 112	5,34	10 903	8,07
Total V	149 153	5,90	251 637	9,94	-102 484	-40,73

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	15 917	0,63	14 740	0,58	1 178	7,99
Sur opérations en capital			1 954	0,08	-1 954	-100,00
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI	15 917	0,63	16 693	0,66	-776	-4,65
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	133 236	5,27	234 944	9,28	-101 708	-43,29
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	4 043 971	159,83	3 604 338	142,38	439 633	12,20
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	4 170 690	164,84	3 519 331	139,03	651 358	18,51
EXCEDENT OU DEFICIT	-126 719	-5,01	85 007	3,36	-211 725	-249,07
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : NATURE EN OCCITANIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 5 008 207 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 126 719 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes de liquidation de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Dans le cadre de la convention cadre signée en 2022 par l'association NEO et Tisseo collectivité portant sur des mesures compensatoires, de suivi et d'accompagnement sur une période de 30 ans, une somme ou avance d'un montant de 383500 € a été effectué au profit de NEO au cours de l'année 2023. Ce versement est complémentaire au versement déjà effectué dans le cadre de l'acquisition des parcelles boisées d'un montant de 245 364.33 €

A ce jour des demandes de précisions sur l'affectation de cette somme ont été demandées par la direction de l'association auprès de TISSEO. Cette somme est actuellement affectée en autres dettes au passif du bilan.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 255 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	69 514	1 036 485	957 765		261 041	2 324 805
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement	4 366	65 099	60 155		16 395	146 015
						2 470 820

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	472	917
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	472	917
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 696	12 519
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	9 696	12 519
Résultat financier	-9 224	-11 602

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	135	
Dons, libéralités	4 500	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 282	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 138
Subventions d'investissement virées au résultat		146 015
TOTAL	15 917	149 153

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 282			21 282
Immobilisations incorporelles	21 282			21 282
- Terrains	911 210	222 259		1 133 469
- Constructions sur sol propre	8 538			8 538
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	291 018	42 917		333 935
- Installations générales, agencements aménagements divers	225 188			225 188
- Matériel de transport	36 153			36 153
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	82 317	2 738		85 055
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 554 424	267 914		1 822 338
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	182			182
- Prêts et autres immobilisations financières	20 095			20 485
Immobilisations financières	20 277			20 667
ACTIF IMMOBILISE	1 595 982	267 914		1 864 286

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		267 914		267 914
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		267 914		267 914
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 017			21 017
Immobilisations incorporelles	21 017			21 017
- Terrains	29 473	14 755		44 228
- Constructions sur sol propre	1 164	569		1 733
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	239 930	15 012		254 919
- Installations générales, agencements aménagements divers	170 279	16 688		186 967
- Matériel de transport	13 636	7 128		20 764
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	67 510	9 708		77 218
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	521 992	63 860		585 828
ACTIF IMMOBILISE	543 009	63 860		606 845

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 601 931 EURO et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	20 485		20 485
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	226 815	226 815	
Autres	3 350 859	3 350 859	
Charges constatées d'avance	3 772	3 772	
Total	3 601 931	3 581 446	20 485
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACT. A ETABLIR	102 351
ORG.SOC. PROD.A RECEVOIR	1 538
Total	103 889

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	26 807	1 895	26 807	1 895
Créances et Valeurs mobilières	2 200			2 200
Total	29 007	1 895	26 807	4 095
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		1 895	26 807	
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 270 306 EURO et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	107 951	23 262	84 689	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	296 696	296 696		
Dettes fiscales et sociales	306 262	306 262		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	559 398	559 398		
Produits constatés d'avance				
Total	1 270 306	1 185 617	84 689	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	42 645			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	15 830
CONGES A PAYER	94 167
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	36 480
ETAT AUTRES CH. A PAYER	3 344
CLIENTS RRR&AV.A ACCORD.	25 272
Total	175 093

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT.D AVANCE	3 772		
Total	3 772		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

		Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés		
GARANTIE FRANCE ACTIVE		100 000
GARANTIE D'ETAT		66 000
Avals et cautions		166 000
Autres engagements reçus		
Legs nets à réaliser		
Total		166 000

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 145 357 EURO

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Fonds dédiés de l'	1 188 837	3 543 514	1 874 109			1 669 405	
Total	1 188 837	3 543 514	1 874 109			1 669 405	